

La guerre centenaire de l'Occident contre la Russie – Part. 1

par **Thomas Fázi**

La confrontation actuelle entre l'OTAN et la Russie n'est que le dernier chapitre d'une campagne centenaire menée par l'Occident pour affaiblir, isoler et contenir la Russie.

En réaction à la proposition de paix en 28 points de Donald Trump pour l'Ukraine, l'establishment transatlantique pro-guerre a une fois de plus succombé à un grave épisode de «syndrome de réticence à la paix» : il a spontanément dénoncé ce qui, à ce stade, constitue le meilleur accord possible pour l'Ukraine, le qualifiant de «*capitulation*» tout en redoublant d'efforts pour imposer des exigences irréalistes (comme la possibilité d'une adhésion à l'OTAN), que la Russie, qui est en passe de remporter la guerre sur le terrain, rejettera à coup sûr – et qui visent en réalité non pas à mettre fin à la guerre, mais à la prolonger.

L'objectif est clairement de faire échouer tout accord susceptible de mettre fin au bain de sang en Ukraine. C'est un [scénario familier](#), que nous avons déjà vu se produire à maintes reprises lors des précédentes tentatives de négociation entre les États-Unis et la Russie. Reste à savoir si les choses se dérouleront différemment cette fois, ou si le parti pro-guerre l'emportera encore.

On s'interroge désormais sur une éventuelle fracture au sein de l'establishment transatlantique : Trump tente-t-il réellement de défier la faction pro-guerre, chez lui comme en Europe, au moins sur la question ukrainienne, ou s'agit-il simplement du numéro du bon et du mauvais flic, destiné à faire porter à l'Europe la responsabilité de prolonger la guerre ?

Cependant, je ne m'attarderai pas ici sur cette dynamique déjà [analysée](#). Je souhaite souligner aujourd'hui que si un cessez-le-feu devait être finalement conclu en Ukraine, il ne s'agirait au mieux que d'un accord très fragile, dans lequel la Russie et l'Occident, États-Unis compris, seraient coincés dans une impasse hostile et militarisée, type guerre froide, avec le risque d'une reprise du conflit à tout moment.

Et cela ne tient pas qu'aux puissants intérêts qui ont tout à gagner d'un affrontement permanent avec la Russie – le complexe militaro-industriel et l'establishment de la défense, qui s'en servent pour justifier des budgets militaires en constante augmentation, aux dirigeants européens de moins en moins légitimes, qui ont besoin du spectre d'une «menace russe» imminente pour rationaliser leurs attaques incessantes contre les normes démocratiques et leur gouvernance de plus en plus autoritaire.

Cela tient surtout à la vision fondamentalement suprémaciste de leur rôle dans le monde, qui pousse les dirigeants occidentaux, Trump inclus, à tout mettre en œuvre pour préserver la

domination occidentale. À cet égard, la Russie reste un défi central. En tant qu'allié pivot de la Chine et de l'Iran, elle s'inscrit dans l'architecture du nouvel ordre multipolaire qui menace l'hégémonie américaine (et occidentale). Pour l'establishment occidental, Moscou ne constitue pas seulement un acteur régional, mais le maillon essentiel d'un réalignment stratégique plus large.

Cependant, et c'est sur cet aspect que je souhaite me concentrer, une spécificité propre à la Russie irrite particulièrement les élites occidentales. La confrontation actuelle entre l'OTAN et la Russie n'est que le dernier chapitre d'une campagne occidentale centenaire destinée à affaiblir, isoler et contenir la Russie. Cet antagonisme est bien antérieur à l'URSS et s'enracine dans des motivations à la fois géopolitiques et civilisationnelles : les puissances occidentales ont toujours considéré la Russie comme trop grande, trop indépendante et trop différente sur le plan culturel pour s'intégrer à un ordre dominé par l'Occident.

Cette hostilité remonte aux premières invasions européennes de la Russie, en passant par les tentatives occidentales de faire échouer la révolution de 1917, jusqu'au soutien apporté à l'Allemagne nazie entre les deux guerres, en tant que rempart antisoviétique. Même l'alliance de l'Occident avec l'URSS après 1945 n'était qu'une manœuvre temporaire et stratégique, vite remplacée par la guerre froide, marquée par la planification d'une guerre nucléaire, la réhabilitation des structures nazies en Allemagne de l'Ouest et au sein de l'OTAN, ainsi qu'une offensive culturelle et idéologique massive pour assurer la domination américaine en Europe.

Cette politique s'est poursuivie même après la fin de la guerre froide, Washington poursuivant une stratégie unipolaire cherchant à empêcher l'émergence d'une puissance eurasiennne rivale. Cette politique a compris l'élargissement de l'OTAN, le soutien aux «révolutions de couleur» dans l'ex-URSS, la politique de «choc» économique, le bombardement de la Yougoslavie en 1999, et enfin l'ingérence en Ukraine qui a mené au coup d'État soutenu par l'Occident en 2014, puis à la guerre de 2022.

Selon moi, l'hostilité de l'Occident ne se limite pas à des considérations géopolitiques, mais est également d'ordre psychologique et civilisationnel. La résistance historique de la Russie à l'impérialisme occidental, en particulier durant l'ère soviétique, a engendré une «inimitié héréditaire» profondément ancrée au sein des élites occidentales, qui cherchent à punir la Russie pour avoir contrecarré la suprématie mondiale occidentale. Le conflit actuel peut donc être perçu comme l'ultime chapitre d'un projet occidental de longue date, visant à entraver l'émergence d'un pôle eurasiennne souverain. Un projet qui, à moins d'un «changement de régime» en Occident, risque de se poursuivre, qu'un cessez-le-feu soit conclu ou non en Ukraine.

Introduction

Les détracteurs du discours dominant sur l'Ukraine soulignent que le conflit n'a pas commencé en 2022. Comme je l'ai moi-même fait valoir à plusieurs reprises, les [racines](#) du conflit remontent à la stratégie occidentale de déstabilisation menée depuis des décennies le long des frontières de la Russie – de l'expansion incessante de l'OTAN vers l'est aux tentatives des États-Unis d'atteindre la domination nucléaire (en déployant des systèmes de défense antimissile destinés à renforcer leur capacité de première frappe), en passant par l'orchestration de «révolutions de couleur» dans les États post-soviétiques, et l'ingérence occidentale massive en Ukraine même. Ces manœuvres ont culminé en 2014 avec le coup d'État soutenu par l'Occident à Kiev, qui a déclenché une guerre civile et mis l'Ukraine sur la voie d'une intégration de facto dans l'OTAN. Ces événements ne sont pas des faits isolés, mais les phases successives d'une offensive géopolitique menée par l'Occident contre la Russie – une guerre silencieuse à travers l'Europe, largement ignorée par la plupart des Européens.

Mais les origines de cette guerre sont bien plus anciennes. À bien des égards, le conflit par procuration entre l'OTAN et la Russie en Ukraine – qui comporte un risque très réel d'escalade vers une confrontation directe – en est la phase finale, ou plutôt l'aboutissement logique d'une guerre que l'Occident mène contre la Russie sous diverses formes depuis plus d'un siècle.

Premières invasions du milieu du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale

Cette guerre a véritablement commencé en 1917, avec la révolution bolchevique. Mais l'antagonisme occidental envers la Russie est bien antérieur à cet événement historique. Dès le XVIIIe siècle, les puissances européennes considéraient la montée en puissance de la Russie tsariste comme une double menace : géopolitique, en raison de sa taille immense, de son poids démographique et de son influence en Europe et en Asie, et civilisationnelle, car elle représentait un modèle alternatif – autocratique, orthodoxe, non libéral – résistant à l'ordre commercial, parlementaire et maritime de l'Europe occidentale. Le rôle de la Russie dans la Sainte-Alliance, qui cherchait à défendre la légitimité monarchique après les guerres napoléoniennes, n'a fait que renforcer les soupçons occidentaux. Ce discours euro-orientaliste – voire ouvertement russophobe – était déjà profondément ancré. Comme [le fait remarquer](#) le journaliste suisse Guy Mettan dans son livre *«Creating Russophobia : From the Great Religious Schism to Anti-Putin Hysteria»*, il s'agissait là de la manifestation d'un «ostracisme millénaire» remontant à l'époque de Charlemagne.

En bref, la Russie était considérée comme le grand «Autre» de l'Europe – trop puissante pour être ignorée, trop différente pour être intégrée et trop vaste pour être facilement conquise. Un consensus s'est donc dégagé parmi les puissances européennes sur la nécessité, à tout le moins, de la contenir et de l'affaiblir. Comme l'[a dit](#) Franz von Kuhn, ministre autrichien de la Guerre, en 1870 :

«Nous devons affaiblir ce géant et le confiner en Asie, sinon la terre sera tôt ou tard divisée entre deux puissances, les Nord-Américains et les Russes».

S'en sont ensuivies plusieurs invasions ou guerres de coalition européennes, toutes visant, de différentes manières, à discipliner ou contenir la montée en puissance de la Russie : l'invasion française de Napoléon en 1812, l'invasion britannique et française de la Russie en 1853-1856 (la guerre de Crimée), et la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie en 1914, pendant la Première Guerre mondiale.

Chaque conflit illustre une nouvelle itération de cette même crainte que la Russie, en raison de sa taille, de sa géographie et de son indépendance, puisse unifier le continent eurasiatique sous son influence, sapant ainsi la domination maritime et capitaliste occidentale (et plus particulièrement britannique). Au-delà des époques, des idéologies et des acteurs impliqués, le fil rouge de ces invasions est resté inchangé : empêcher la Russie de devenir une puissance eurasiatique dominante capable de redéfinir l'équilibre européen et de remettre en cause l'hégémonie occidentale.

Au-delà de la géopolitique, ces invasions avaient également une dimension civilisationnelle : l'Europe occidentale s'identifiait à la «civilisation», au progrès et au commerce, tandis que la Russie passait pour «asiatique», despotique et arriérée, un «Orient barbare» au cœur de l'Europe. Ainsi, les guerres contre la Russie furent non seulement des campagnes militaires, mais aussi des croisades morales, justifiant l'agression occidentale au nom de la «défense de l'Europe» contre l'«ombre», une idée qui perdure aujourd'hui. Pour résumer, même avant la révolution bolchevique, la logique géopolitique occidentale à l'égard de la Russie a révélé une remarquable continuité.

La révolution bolchevique de 1917 et les tentatives occidentales de la faire échouer

Cependant, la révolution bolchevique de 1917 a transformé cette rivalité historique en une lutte idéologique existentielle. On ne saurait trop insister sur le profond traumatisme psychologique et idéologique que cet événement a représenté pour les élites occidentales. Pour la première fois, un mouvement révolutionnaire a non seulement renversé une monarchie, comme cela s'était déjà produit dans plusieurs pays européens, mais a également aboli la propriété privée du capital, rejeté le parlementarisme libéral et appelé à une révolution prolétarienne mondiale. Et cela ne s'est pas produit dans n'importe quel pays, mais dans le plus grand pays du monde, aux

portes de l'Europe occidentale.

L'événement a bouleversé l'ensemble de l'ordre politique, économique et moral sur lequel reposait la puissance occidentale. Pendant des siècles, les classes dirigeantes européennes, qu'il s'agisse de l'aristocratie, du capitalisme ou de l'impérialisme, ont considéré la hiérarchie sociale et la propriété privée comme les fondements naturels de la civilisation. Pour les élites occidentales, la révolution russe a donc représenté une hérésie idéologique, géopolitique et une menace existentielle pour le capitalisme. Toutes les politiques occidentales à l'égard de la Russie au cours du siècle qui a suivi – de l'intervention à l'isolement, en passant par la guerre froide – peuvent être interprétées comme autant de tentatives de contenir et d'effacer ce traumatisme.

Les tentatives occidentales d'abattre le gouvernement communiste naissant ont pratiquement commencé du jour au lendemain. Dans les premières années suivant la révolution de 1917, les puissances occidentales, en particulier la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis et le Japon, ont adopté une série de mesures politiques, militaires et économiques pour affaiblir, contenir ou renverser le nouveau régime soviétique. Ces opérations, menées entre 1917 et le début des années 1920, reflétaient à la fois l'hostilité idéologique envers le communisme et la crainte de sa propagation à d'autres nations. Le discours anti-russe en Occident s'est ainsi transformé : la Russie n'était plus considérée comme trop réactionnaire, mais comme trop révolutionnaire, et devait donc être exclue de l'Europe.

L'intervention occidentale contre la Russie révolutionnaire a pris plusieurs formes, notamment

- des interventions militaires pour soutenir les factions «russes blanches» anti-bolcheviques, qui ont finalement échoué, mais ont prolongé la guerre civile et dévasté l'économie russe
- des blocus économiques et des embargos commerciaux pour asphyxier l'économie russe en l'isolant du commerce, du financement et de la technologie occidentaux
- des opérations secrètes (notamment menées par le MI6 britannique et les services de renseignement français) pour déstabiliser le régime bolchevique, en finançant et en armant les séparatistes régionaux contre-révolutionnaires, en soutenant des opérations de sabotage contre les chemins de fer, les usines et les lignes d'approvisionnement, et même en fomentant des soulèvements locaux
- des campagnes de propagande dépeignant le régime soviétique comme barbare, tyrannique et menaçant pour la civilisation
- et bien sûr, l'isolement diplomatique

Ce qui est devenu le gouvernement soviétique en 1922 n'a été reconnu par aucun grand État occidental avant le milieu des années 1920, et par les États-Unis qu'en 1933.

Ces premières interventions n'ont pas permis de renverser le régime communiste, mais ont donné le ton pour des décennies, l'anticommunisme devenant la logique centrale de l'organisation du pouvoir occidental : l'Union soviétique ne devait en aucun cas être reconnue comme un État parmi d'autres, mais comme une contagion idéologique à contenir, renverser ou détruire.

Entre les deux guerres mondiales : le soutien occidental à l'Allemagne – puis au régime nazi – comme rempart contre le bolchevisme

Au début des années 1920, les classes dirigeantes européennes étaient hantées par le spectre de la révolution. Des troubles sociaux, des soulèvements communistes et des tentatives de révolution ont eu lieu en Allemagne (1918-1923), en Hongrie (1919), en Italie (1920), ainsi qu'en Grande-Bretagne et en France (1919-1921). L'Allemagne était particulièrement au cœur des préoccupations : les réparations exceptionnellement sévères imposées par le traité de Versailles risquaient de créer un terreau fertile propice au radicalisme politique, menaçant potentiellement l'ensemble du système capitaliste européen. Les décideurs politiques occidentaux, notamment américains et britanniques, ont donc jugé qu'il était essentiel de stabiliser l'économie allemande et de pacifier la politique du pays.

Grâce aux plans Dawes (1924) et Young (1929), Wall Street et la City de Londres ont injecté des milliards dans l'économie allemande, contribuant ainsi à la reconstruction de son industrie. Ils ont également réduit les réparations imposées à l'Allemagne, étalé les délais de paiement et rapproché l'Allemagne du système financier mondial dominé par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ces deux plans, présentés comme des accords économiques devant garantir la stabilité des réparations d'après-guerre, poursuivaient également des objectifs plus radicaux, à savoir la lutte contre le bolchevisme et la révolution. Si leur objectif officiel consistait à rétablir la stabilité économique en Europe, leur logique politique poursuivait clairement deux objectifs : reconstruire l'Allemagne en tant que contrepoids capitaliste à la puissance soviétique, et prévenir les bouleversements sociaux en Europe. L'objectif était d'ancrer la République de Weimar dans le système capitaliste, de rétablir la rentabilité de l'industrie allemande et de prévenir la radicalisation communiste.

Les plans Dawes et Young n'étaient en réalité que des projets de Wall Street camouflés par des considérations diplomatiques. Leurs initiateurs – J. P. Morgan, Owen Young, Charles Dawes et Hjalmar Schacht, le banquier et homme politique allemand – étaient profondément impliqués dans les réseaux capitalistes transatlantiques, unis par un objectif commun : préserver l'ordre capitaliste face au communisme. Dans son livre « *The Wages of Destruction* », Adam Tooze qualifie ces plans de « stratégie atlantiste » destinée à intégrer définitivement l'Allemagne à l'ordre financier sous domination américaine.

Cependant, les plans Dawes et Young ont fragilisé et assujéti la reprise allemande, et lorsque l'économie mondiale s'est effondrée en 1929, c'est l'ensemble du système qui a implosé, ouvrant la voie à la montée en puissance d'Hitler. La logique anticomuniste de l'aide occidentale a en outre conduit la plupart des gouvernements occidentaux, en particulier la Grande-Bretagne et, dans une certaine mesure, les États-Unis, à ne pas considérer Hitler comme une menace existentielle en 1933, mais plutôt comme un stabilisateur potentiel de l'Europe, et un rempart contre le bolchevisme.

Les entreprises, les banques et les intérêts industriels occidentaux, en particulier américains et britanniques, ont donc maintenu des investissements et des partenariats considérables en Allemagne, même après la prise de pouvoir d'Hitler. Ils ont ainsi contribué activement au financement et au développement de l'Allemagne nazie. Parmi les grandes entreprises américaines et britanniques ayant continué à opérer en Allemagne après 1933, on peut citer Ford Motor Company, General Motors (Opel), IBM, Standard Oil (aujourd'hui ExxonMobil), ITT (International Telephone and Telegraph), Coca-Cola, Vickers, Rolls-Royce, Royal Dutch Shell, etc. Ces entreprises justifiaient leurs activités en invoquant le « statu quo », mais en réalité, leurs filiales allemandes ont permis le développement industriel de l'État nazi et, dans certains cas, se sont même alignées sur les lois et politiques antisémites des nazis, notamment les mesures de discrimination et d'exclusion à l'encontre des employés et partenaires commerciaux juifs.

À partir de 1935, de nombreuses entreprises occidentales ont activement soutenu le réarmement d'Hitler. Ford, General Motors et Chrysler ont produit des dizaines de milliers de véhicules militaires pour la Wehrmacht par l'intermédiaire de leurs filiales européennes, et plus particulièrement allemandes. Pratt & Whitney et Boeing ont fourni des moteurs de fusées et d'avions de chasse, tandis qu'ITT a participé à la fabrication des avions de chasse Focke-Wulf. IBM a fourni la technologie de traitement des données utilisée pour la logistique militaire, le transport des prisonniers et l'enregistrement des détenus des camps de concentration.

Au même moment, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, de puissantes élites politiques ont soutenu qu'Hitler était « gérable » et pouvait être instrumentalisé contre l'Union soviétique. Les diplomates et figures médiatiques occidentales ont souvent présenté Hitler comme un « défenseur de la civilisation » face au chaos bolchevique. Loin de le contenir, les élites occidentales ont donc facilité l'ascension d'Hitler tout au long des années 1930, dans une tentative peu judicieuse d'éviter un autre conflit mondial avec l'Allemagne, pour le bien de la paix – selon le discours qui prévaut aujourd'hui – et parce qu'à bien des égards, ces élites ont considéré les nazis comme des alliés occidentaux contre un ennemi commun.

Fin de la [première partie](#). À suivre...

source : [Thomas Fazi](#) via [Spirit of Free Speech](#)